

**Appel à communications du RT9 *Sociologie de l'urbain et des territoires*  
pour le 7<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de sociologie  
(Amiens, 3-6 juillet 2017)**

Dans le cadre de la préparation du 7<sup>e</sup> Congrès de l'AFS, le réseau thématique *Sociologie de l'urbain et des territoires* lance un appel à communications « blanc » : **toutes les propositions de communications relevant du domaine de recherche du RT sont donc les bienvenues et seront évaluées exclusivement en fonction de leurs qualités intrinsèques.**

Néanmoins, dans la perspective de rattacher autant que possible les sessions organisées par le RT9 au thème général du Congrès – « [Sociologie des pouvoirs, pouvoirs de la sociologie](#) » – nous encourageons tout particulièrement les propositions portant sur **les lieux et espaces du pouvoir**. En effet, la question du pouvoir en sociologie trouve au travers de l'étude spatiale des phénomènes sociaux et, inversement, l'étude sociale des phénomènes spatiaux, un terrain d'application particulièrement heuristique.

La ville est couramment considérée comme le lieu où se rencontre une multiplicité d'acteurs, aux intérêts parfois divergents, qui sont inégalement dotés pour peser sur les rapports sociaux qui s'expriment dans ses territoires. Mais la distribution spatiale des individus et groupes sociaux à l'intérieur de la ville ne se réduit pas à une traduction plus ou moins fidèle de la place occupée dans la hiérarchie sociale nationale ou globale, elle résulte également des rapports sociaux qui se déploient localement : des formes d'investissement spatial spécifiques pouvant représenter aussi bien des ressources que des handicaps pour les différents individus et groupes sociaux impliqués. Ainsi, cette approche des rapports de pouvoir en ville fait émerger au moins quatre axes possibles de réflexion.

**Axe 1 / Pouvoir et luttes spatiales entre les groupes sociaux** – Ce premier axe invite à s'interroger à partir d'évènements et de contextes urbains bien précis sur la façon dont les lieux investis apparaissent comme des espaces d'ancrage et de ressources locales, de pouvoir et de revendications politiques et/ou de tensions et de lutte entre les différents groupes sociaux. Comment se construisent et se manifestent les différents investissements matériels et symboliques de l'espace, et à quels groupes sociaux se rattachent-ils ? Comment ces différents modes d'investissements se combinent-ils dans l'ordre social local et selon quels types de pouvoirs (économiques, symboliques...) ? Sous quelles conditions les lieux investis constituent-ils des ressources, des leviers de pouvoir ou des sources de tension sur lesquels s'appuient les dynamiques de reproduction, de résistance, ou de lutte contre des hiérarchies sociales, locales et/ou plus globales ?

**Axe 2 / Nouvelles formes urbaines et redistribution des pouvoirs dans la ville** – Comment les espaces urbains confrontés à de nouveaux processus et aux nouvelles échelles de développement des villes se soumettent-ils ou au contraire résistent-ils à la redistribution des pouvoirs ? Quels sont les effets de la métropolisation, de la gentrification, de la refondation ou de l'étalement urbain sur la distribution des lieux de pouvoir dans la ville ? De quelles manières s'expriment et se coordonnent les nouveaux pouvoirs, tant – par exemple – en termes de monumentalité que d'aménagement de l'espace ? Le phénomène de numérisation de la ville a-t-il un impact en termes de redistribution des pouvoirs ?

**Axe 3 / Effet des politiques publiques urbaines et territoriales** – En étant localement situées, nombre de politiques publiques (rénovation urbaine, SRU, aménagement urbain, etc.) se donnent le pouvoir d’agir sur les lieux grâce à des opérations aussi bien orientées sur la forme urbaine des espaces que sur les logiques de peuplement. Sous quelles conditions la transformation de l’espace, que provoquent ces politiques, bouleverse et/ou (ré)organise les modalités d’appropriation et les usages d’un lieu ? Par exemple, quelles sont les conséquences des politiques de mixité sociale et des logiques de peuplement sur les relations localisées ? Ces cohabitations imposées conduisent-elles à une reconfiguration des ressources et des pouvoirs locaux, obligent-elles à leur redéfinition par les acteurs ? Sont-elles source de tensions et/ou d’évitement ?

**Axe 4 / Reconfiguration de la gouvernance et lieux de pouvoir** – Ce dernier axe interroge les effets de *formes spécifiques* de gouvernance sur l’espace physique, social et/ou architectural. La « gouvernance multiniveaux » demeure-t-elle un concept opératoire pour décrire la recomposition du pouvoir dans le pilotage et la gestion de projets urbains ? La promotion de nouvelles échelles de gestion territoriale (métropoles, intercommunalités, nouvelles régions) participe-t-elle à l’émergence et à la consolidation ou, à l’inverse, à la diminution de la gouvernance au niveau des villes ?

Les propositions de communication (1 page maximum) doivent être transmises **le 10 février au plus tard** aux deux adresses [rt9afs@gmail.com](mailto:rt9afs@gmail.com) et [sociologiedelurbain@gmail.com](mailto:sociologiedelurbain@gmail.com). Elles seront évaluées par le bureau du RT9, et les résultats de la procédure de sélection seront transmis aux auteurs-e-s au plus tard le 28 février 2017. Merci d’avance de bien vouloir indiquer comme objet du message et nom du fichier « **RT92017-NOM(S)** ».

#### **Le Bureau du RT9**

Jean-Yves Authier, Université Lyon 2 / Centre Max Weber

Vincent Baggioni, Université Aix-Marseille / LAMES

Bruno Cousin, Sciences Po / Centre d’études européennes

Yankel Fijalkow, ENSA Paris Val de Seine / LAVUE

Rémi Habouzit, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines / PRINTEMPS

Anne Lambert, INED / Centre Maurice Halbwachs

Lydie Launay, Institut National Universitaire Champollion / LISST